

La présence des groupes de droite anti-féministes aux Nations Unies

Rapport

rédigé par Anick Druelle

sous la direction de Marie-Andrée Roy, Denise Couture et Anita Caron

Institut de recherches et d'études féministes

Université du Québec à Montréal

Première version : mai 2000

Version révisée : juin 2000

Table des matières

	Page
1. Introduction	3
2. Positions des groupes de droite anti-féministes	7
3. Stratégies des groupes de droite anti-féministes	11
4. Avenues afin de faire face à la présence des groupes de droite anti-féministes aux Nations Unies	18
 Bibliographie	 21
 Annexe A: Fiches sur les organisations non gouvernementales anti-féministes ayant participé à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, au Forum des ONG sur les femmes, Beijing 1995, ou à d'autres réunions des Nations Unies	 22

C'est à la suite des inquiétudes soulevées au sujet de la présence des groupes de droite anti-féministes aux Nations Unies par de nombreuses participantes des groupes de femmes et autres organisations non gouvernementales en faveur de l'égalité entre les sexes dans le processus du suivi de Beijing+5 que l'idée de produire un document d'information a pris forme. Ce document s'inscrit dans un projet de recherche plus vaste qui veut analyser les discours et les stratégies de certains États et groupes qui se réclament d'une religion lorsqu'il est question des droits des femmes aux Nations Unies. Ce projet de recherche bénéficie d'une subvention de recherche stratégique du volet « les femmes et le changement » du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada¹. Cette recherche est menée en partenariat avec le Réseau œcuménique des femmes du Québec.

Ce document présente un survol des positions des groupes de droite anti-féministes et des stratégies qu'ils ont développées afin de faire valoir leurs points de vue et de ralentir le travail des groupes en faveur des droits des femmes en particulier au cours de la dernière réunion de la Commission préparatoire de Beijing+5 tenue à New York du 3 au 16 mars 2000. Ces informations devraient permettre de mieux faire face à la présence de ces groupes anti-féministes et à leurs stratégies anti-démocratiques lors des prochaines réunions des Nations Unies qui traiteront des droits des femmes.

1. Introduction

La présence de représentants et représentantes de groupes de droite ouvertement anti-féministes s'est fait particulièrement sentir lors de la dernière réunion de la 44^{ème} session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies en mars 2000. À cette occasion, la Commission agissait à titre de comité préparatoire pour la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies destinée à l'évaluation de la mise en oeuvre des stratégies prospectives de Nairobi pour la promotion de la femme et du Programme d'action de Beijing qui aura lieu du 5 au 9 juin 2000. Ce processus est mieux connu sous le nom de Beijing + 5.

La présence des groupes de droite anti-féministes aux Nations Unies s'intensifie depuis la Conférence internationale sur la population et le développement tenue en 1994 au Caire en Égypte. Il semble que plusieurs de ces groupes bénéficient d'un appui soutenu de la part du Vatican et d'autres

¹ Pour de plus amples informations, veuillez communiquer avec Marie-Andrée Roy (roy.marie_andree@uqam.ca) ou Anick Druelle (druelle.anick@uqam.ca).

représentants religieux, comme l'illustre les informations contenues dans ce document. Officiellement, ces groupes qui se disent pro-vie et pro-famille n'ont qu'une dizaine d'organisations accréditées auprès du Conseil économique et social des Nations Unies. Par contre, ils ont profité de leur statut et du manque de consignes clairement établies aux Nations Unies afin d'envoyer en surnombre des représentantes et des représentants lors de la dernière rencontre de la Commission de la condition de la femme. Seulement sept groupes anti-féministes auraient réussi à faire accréditer plus de 350 personnes, dont plus d'une centaine d'hommes². Un groupe aurait inscrit 90 représentants à lui seul³. Le groupe R.E.A.L. Women of Canada (voir fiche 10) a inscrit 60 représentantes et représentants, dont une trentaine de Frères franciscains du Renouveau, un ordre établi depuis 1987 à New York sous la bénédiction de feu l'Archevêque John Cardinal O'Connor⁴. Les autres groupes de droite anti-féministes ayant une accréditation auprès du Conseil économique et social sont : Campaign Life Coalition et Life Ethics Education Association (qui ont la même adresse de siège social au Canada : voir fiche 2); International Right to Life Federation (6 représentants⁵: voir fiche 8); National Right to Life Committee (USA); Couple to Couple League International (une organisation catholique qui a accrédité une vingtaine de participants); Mouvement mondial des mères⁶; Society for the Protection of Unborn Children (dont Peter Smith qui est l'organisateur pour la section évangéliste de la Société et qui

² Selon les informations transmises par Jim Paul sur la List-Serv du Global Policy Forum, du 20 au 24 mars 2000 (GPF List-Serv, March 20-24).

³ Ibid.

⁴ Selon les déclarations de Gwendolyn Landolt, vice-présidente nationale de REAL women of Canada, rapportées par le National Post du 16 mars 2000, p. A1 et A2. L'information quant au nom de la confrérie des Frères franciscains a été diffusée par Austin Ruse, président du groupe Catholic Family and Human Rights Institute dans un message électronique daté du 7 avril 2000 envoyé à la liste des FAX du vendredi : Friday_Fax@c-fam.org: « At Beijing+5 pro-life lobbyists were blessed with the presence of 30 monks from the Franciscan Friars of the Renewal who appeared at the meeting in full habit, long and gray, exquisite. A feminist was heard to exclaim derisively "this is not heaven." Jeepers. Who knew? One pro-lifer with an excellent sense of humor accredited all these impressive monks with an organization called REAL Women of Canada. This made very critical news in the Canadian papers. How dare men -- monks?-- represent women. » Pour avoir plus d'information sur les Frères Franciscains du Renouveau, voir leur site internet: www.franciscanfriars.com

⁵ Selon Jennifer Butler « The Religious Right at the Beijing+5 PrepCom », article diffusé le 25 avril 2000 sur le site internet du Global Policy Forum, (www.globalpolicy.org/ngos/99deb/beij5.htm). On peut également se référer à cet article afin de mieux comprendre les liens entre les diverses organisations pro-famille et les deux Congrès mondiaux des familles (World Congress of the Families I et II).

⁶ Jennifer Butler situe ce mouvement au nombre des groupes de la droite religieuse. Ce mouvement a son siège social à Paris et un bureau à Genève, et il a accrédité quelques participantes à la CSF de mars 2000. De plus, ce groupe fait partie de l'exécutif du comité des ONG sur la famille, au sein de la Conférence des Organisations non gouvernementales (CONGO) (Butler, 2000 : 6).

représente également l'International Right to Life Federation⁷); World Organisation of the Ovulation Method Billings (voir fiche 11).

D'autres groupes anti-féministes qui avaient été accrédités dans le cadre de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes ont pu envoyer des délégué-e-s à la commission préparatoire de mars 2000. Il s'agit de : Alliance for Life, Canada; American life League, USA (ce groupe dispose depuis le 11 mai 2000 du statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies⁸ : voir fiche 1); Comite Nacional pro-vida du Mexique; Pro-vida Dominica de la République Dominicaine (voir fiche 13); Concerned Women for America (4 représentantes; la présidente fondatrice de ce groupe, Beverly LaHaye siège au Conseil de l'International Right to Life Federation : voir fiche 4); Eagle Forum, USA; Family Life Counselling Association of Kenya (voir fiche 5); Family Life Council, USA; Family Life International, Nouvelle-Zélande; Family Life Promotion and Services, Kenya; Family of the Americas Foundation, USA (voir fiche 6); Focus on the Family, USA; National Institute of Womanhood, USA; Human Life International, Suisse (voir fiche 7); Life Choices⁹, USA; Lifeline, Canada; National Institute of Womanhood, USA (voir fiche 9); National Right to Life/Education Trust Fund, USA; Value of Life Committee, USA; World Christian Life Community, Italy.

Ces groupes ont accrédité des membres d'autres organisations «pro-vie » ou «pro-famille » tels que : Catholic Family and Human Rights Institute (USA) (ce groupe a lancé un appel en décembre 1999 à une large participation des groupes anti-féministes à la 44^e session de la Commission de la condition de la femme : voir fiche 3); Howard Center (USA); NGO Family Voice (USA); Family

⁷ Pour plus d'information, consulter le site internet : www.spuc.org.uk/hc48/uncrimct.htm, on peut notamment voir une photo de Peter Smith qui a également participé à la 43^e session de la Commission de la condition de la femme en mars 1999. Le Docteur Majid Katme est l'organisateur de la section musulmane de la Society for the Protection of Unborn Children et au cours de certaines réunions des Nations Unies, il fait du lobbying auprès des délégations officielles de certains États musulmans, notamment au cours des négociations pour la mise sur pied de la Cour criminelle internationale.

⁸ Communiqué de presse de l'American Life League, 11 mai 2000, disponible sur le site internet : www.all.org/news/release2.htm

⁹ Il s'agit d'un centre de santé et de bien-être fondé par la « Second Baptist Church ».
Voir : http://thecabin.net/stories/072199/loc_0721990023.html.

Research Council (USA) (dont Dale O’Leary¹⁰ et Richard Wilkins); Rock for Life (USA); le Mouvement en faveur de la vie/Campagne Québec-Vie qui est membre de Campaign Life Coalition du Canada (dont son président, Gilles Grondin : voir fiche 2); Family and Society Program of the Civic Institute de Prague en République Tchèque¹¹ (dont la directrice, Michaela Freiová); True Love Waits du Kenya (qui a envoyé deux jeunes hommes et deux jeunes femmes¹²); United Families International¹³ (dont la présidente Susan Roylance); World Youth Alliance¹⁴ (voir fiche 12; il ne s’agit pas d’une organisation légalement constituée mais les co-fondatrices de cette alliance sont : Anna Halpine de Campaign Life Coalition du Canada et Diana Kilarjian employée de Catholic Family and Human Rights Institute).

Certaines personnes ainsi accréditées ne connaissaient pas les règles de fonctionnement des Nations Unies et des Caucuses des ONG. Les groupes anti-féministes ont organisé un caucus sur les familles stables qui ne tenait pas de réunion publique, au contraire de tous les autres caucuses de la Conférence des Organisations non gouvernementales (CONGO). De plus, de nombreuses pratiques troublantes ont été dénoncées par des représentantes d’organisations non gouvernementales progressistes. Dans les pages qui suivent, nous verrons les positions des groupes anti-féministes et les stratégies qu’ils mettent en oeuvre dans le cadre des Nations Unies et en particulier dans le cadre du processus de Beijing + 5. Des fiches au sujet des groupes de droite anti-féministes qui ont un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies ou qui ont été accrédités afin de

¹⁰ Dale O’Leary, de foi Catholique romaine, représente également le groupe National Association for Research and Therapy of Homosexuality (USA). Elle a participé aux Conférences du Caire et de Beijing.

¹¹ C’est d’ailleurs à Prague qu’a eu lieu le Premier Congrès Mondial des familles en 1997, voir le site internet : http://www.worldcongress.org/WCF/wcf1_home.htm

¹² Le feuillet d’information intitulé Vivant! (produit par des groupes pro-familles regroupé au sein du Caucus des ONG pour des familles stables au siège social du Catholic Family and Human Rights Institute) reproduit dans son édition du 10 mars 2000, un article signé par des représentants de True Love Waits et une photo des auteurs (Raymond Mutura, Carolyne Shisubili, David et Yvonne Otero) en compagnie de la déléguée du Vatican, Katherine Hoomkwamp. Madame Hoomkwamp est l’ancienne présidente de l’organisation National Council of Catholic Women du Nigéria et a également fait partie de la délégation du Vatican à la conférence de Beijing (selon les informations diffusées sous le titre « Option in Favour of Girls and Young Woman » par le Service d’information du Vatican, le 1^{er} septembre 1995 (VIS 950901) et que l’on retrouve sur le site internet suivant : www.ugkc.lviv.ua/CDHN/95sep/01.html. Le feuillet d’information Esperanza! du 14 mars 2000 indique que Carolyne Shisubili travaille à temps plein au sein de l’organisation *Maji na Ufanisi* (Water and development).

¹³ Le siège social de la United Families International est aux États-Unis.

¹⁴ Cette coalition a été mise sur pied afin d’intervenir dans le cadre des rencontres portant sur Caire+5.

participer à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et au suivi Beijing+5 sont présentées en annexe.

2. Positions des groupes de droite anti-féministes

La mobilisation des groupes de droite anti-féministes a été orchestrée par Austin Ruse de la Catholic Family and Human Rights Institute. En décembre dernier, il a envoyé un message électronique invitant des militantes et militants «pro-vie » et «pro-famille » de diverses confessions ou religions¹⁵ à participer au processus de Beijing +5 afin de lutter contre le Programme d'action de Beijing et les supposées « féministes radicales » qui ont vu à son adoption. Dans ce communiqué, Austin Ruse se prête à de la désinformation en indiquant que le « Programme d'action est l'un des documents les plus radical et dangereux que l'on puisse imaginer »¹⁶. Dans les faits, ce document est le fruit d'une négociation intense entre 189 États de toutes tendances. Il prévoit que les droits fondamentaux des femmes sont des droits humains et indique des mesures stratégiques afin de parvenir à une telle reconnaissance dans douze domaines critiques. Par exemple, dans la section sur la santé, le Programme d'action indique que :

« Les droits fondamentaux des femmes comprennent le droit d'être maîtresses de leur sexualité, y compris leur santé en matière de sexualité et de procréation, sans aucune contrainte, discrimination ou violence, et de prendre librement et de manière responsable des décisions dans ce domaine. » (Programme d'action, par. 96).

Que les femmes aient de tels droits fondamentaux cela inquiète les groupes de droite qui se disent pro-vie ou pro-famille et qui revendiquent non seulement l'interdiction du droit à l'avortement, mais également, que la famille traditionnelle patriarcale soit le seul type de famille reconnu par les États. Plusieurs de ces groupes ont une attitude agressive à l'égard non seulement des féministes mais aussi des personnes homosexuelles. Ils perçoivent le féminisme et l'homosexualité comme des menaces à l'égard

¹⁵ Il nommait plus spécifiquement les confessions ou religions suivantes : Catholique, Évangéliste, Juive, Musulmane, et Mormone.

¹⁶ « The Beijing Platform for Action... one of the most radical and dangerous documents you can imagine », tel que cite par Jennifer Butler (2000, p. 1).

de la famille. Ce qu'ils omettent de constater, c'est que tout individu fait partie d'une famille et que les personnes homosexuelles ont des familles. En fait, les groupes pro-vie et pro-famille ne reconnaissent qu'un seul type de famille : la famille patriarcale traditionnelle qui ne laisse pas de place à l'égalité entre les hommes et les femmes.

Alors que les appels à la lutte lancés par Austin Ruse font croire à une grande unité et solidarité entre les groupes de droite anti-féministes et les extrémistes de diverses confessions et religions dans le monde, les positions de chacun varient en plusieurs points. Il y a au sein de ces groupes une aussi grande diversité de points de vue et de pratiques qu'il y en a entre les groupes de femmes et les personnes progressistes de diverses confessions et religions qui participent au processus de Beijing+5. Par exemple, des groupes musulmans participant au Deuxième Congrès mondial des familles à Genève en novembre 1999, ont indiqué qu'ils étaient en faveur de l'avortement lorsque la santé de la mère est en danger ou lorsque le fœtus est atteint d'une maladie incurable¹⁷. De plus, ils ont indiqué que leur définition de la famille ne correspond pas à la définition traditionnelle patriarcale de l'Occident, car elle se veut plus élargie et comprend les frères et sœurs des époux ainsi que leurs enfants, en plus de tolérer la polygamie¹⁸. Les travaux du groupe progressiste Femmes vivant sous lois musulmanes/Women Living under Muslim Laws illustrent bien la diversité des pratiques à cet égard dans divers pays qui appliquent des lois musulmanes.

En fait, la plupart des personnes ayant répondu à l'appel anti-féministe du Catholic Family and Human Rights Institute étaient de foi judéo-chrétienne en particulier de confession catholique, évangéliste, baptiste ou mormone et provenaient du Canada, des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Australie, de certains États latino-américains et du Kenya. La plupart de ces groupes ont un leadership assumé par des hommes, ce qui explique la forte présence d'hommes qui composaient plus du tiers des 350 personnes participant aux délégations des groupes de droite anti-féministes. Un autre fait marquant : la plupart des personnes assumant la présidence de ces organisations demeurent en poste

¹⁷ Ces propos ont été tenus par l'Ayatollah Mohammed Ali Taskiri, de l'Organisation iranienne de la culture et des relations islamiques, et ont été rapportés dans un article du Salt Lake Tribune, 18 novembre 1999, disponible à l'adresse internet suivante : www.fww.org/famnews/muslems.htm

¹⁸ Selon les propos rapportés dans le même article.

pendant de très nombreuses années, ce qui peut soulever des questions quant à leur mode de fonctionnement démocratique. Par exemple, Mercedes Arzu Wilson est présidente de la Family of the Americas Foundation depuis la mise sur pied de l'organisation en 1977¹⁹. Gwendolyn Landolt, membre fondatrice de REAL Women of Canada en 1983 en assume encore la vice-présidence. Gilles Grondin est président du Mouvement en faveur de la vie/Campagne Québec-Vie depuis sa création en 1985.

La plupart de ces groupes pro-vie se disent non violents, par contre, ils ne peuvent nier le fait que leur discours intolérant face aux choix difficiles que certaines femmes ont à faire en matière de reproduction a justifié les actes de violence perpétrés contre les cliniques qui offrent des services d'avortement aux États-Unis et au Canada. Certains groupes pro-vie sont allés jusqu'à diffuser des informations personnelles sur des médecins ou des clientes qui ont par la suite été victimes d'actes de violence ou carrément de meurtre²⁰.

Certains groupes s'affichent officiellement contre les revendications féministes d'égalité entre les hommes et les femmes. Par exemple, la présidente du groupe Independent Women's Forum (USA), Anita Blair, nie le fait que les femmes sont victimes de violence²¹. D'autres groupes tels que Concerned Women for America reconnaissent que les femmes sont victimes de violence, mais ne proposent pas un cadre d'analyse féministe pour la comprendre et la combattre, mais prônent plutôt un retour aux valeurs « traditionnelles ». Le groupe R.E.A.L. Women of Canada se dit en faveur de l'égalité, mais il s'oppose aux programmes d'équité salariale ou aux programmes visant une juste représentation des personnes noires ou de couleur, des femmes ou des autochtones au sein de la fonction publique canadienne afin de corriger les effets systémiques du sexisme et du racisme. Il nie l'existence même du sexisme et du racisme, et par ce fait, il contribue à leur perpétuation. De plus, il milite activement contre l'attribution de droits égaux aux personnes homosexuelles au Canada, contribuant ainsi à la reproduction des stéréotypes qui cautionnent les actes de violence à l'égard des personnes homosexuelles. De même,

¹⁹ Tel qu'indiqué sur leur site web : <http://206.244.99.95/fusfolder/com323/sp1997/mgarzaro/final/index.htm>

²⁰ Pour de plus amples informations, voir le site <http://www.fse.ulaval.ca/dpt/morale/avort/avorclin.html> en français, ou le site Site internet de la California Abortion and Reproductive Rights Action League, USA: <http://www.caral.org/index2.html>.

²¹ Comme l'indique sa conférence enregistrée sur le site de Peter's Voice <http://209.239.33.160/beijing.htm>

Dale O'Leary, une catholique romaine membre du groupe National Association for Research and Therapy of Homosexuality (USA), a écrit un article au sujet de l'assassinat haineux du jeune homosexuel américain, Matthew Shepard, qui ne condamne en rien ce crime mais qui appelle les membres de l'Église catholique à se repentir car ils n'ont pas tout fait pour guérir leurs enfants homosexuels²². Par de tels propos, Dale O'Leary contribue à cautionner les actes de violence commis à l'égard des personnes homosexuelles et à perpétuer les stéréotypes à leur égard.

D'autres groupes se réclament d'un « nouveau féminisme » qui est, dans les faits, en complète opposition avec les critiques féministes du système patriarcal. Au contraire, les chantres du nouveau féminisme insistent sur le rôle premier des femmes en tant que mères et sur la complémentarité des rôles entre les hommes et les femmes dans la famille traditionnelle ou d'autres institutions patriarcales telles que l'Église Catholique. Ce discours a été mis de l'avant lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes par les membres de la délégation officielle du Vatican : Mary Ann Glendon, professeure de droit à l'Université Harvard et Janne Haaland Matlary, alors professeure associée à l'Université d'Oslo qui est devenue par la suite ministre des Affaires étrangères de la Norvège sous la bannière du Parti démocrate chrétien.

Un feuillet d'information diffusé le 9 mars 2000 par le World Youth Alliance lors de la Commission préparatoire de Beijing+5 fait justement l'éloge du nouveau féminisme préconisé par Janne Haaland Matlary dans son livre « For a New Feminism ». La nouvelle politique familiale adoptée en 1999 par le gouvernement de Madame Matlary est citée en exemple dans les pages du site internet Vinculum des organisations pour la famille et la vie aidant le Conseil Pontifical pour la Famille du Vatican²³. Madame Matlary a participé à de nombreuses rencontres catholiques en Europe . En août 1999, elle a fait une présentation dans le cadre de la Rencontre Européenne des Jeunes²⁴, à Santiago de Compostelle en Espagne en présence du Pape Jean Paul II où elle a invité les jeunes à faire valoir leurs convictions religieuses non seulement dans leur vie privée mais aussi dans la vie publique en tant que

²² Son article est publié sur le site internet suivant : www.afa.net/homosexuality/oleary.htm

²³ Voir www.vinculum-news.com/French/va03ff/va03af4.htm en français, ou <http://www.vinculum-news.com/English/va03fe/va03ae4.htm#top> en anglais.

²⁴ Pour plus d'information en espagnol, voir le site : www.pionet.org/articulos/Europa_India.htm

citoyennes et citoyens. En 1998, elle était une conférencière à la Conférence « Communication and the Culture of Life » tenue à Rome et co-organisée par le Culture of Life's, Life Research Institute (USA)²⁵. En 1997, alors qu'elle était membre du Conseil Pontifical pour la justice et la paix, elle a fait une présentation sur les droits de la maternité au Congrès international de Théologie pastorale du Conseil Pontifical pour la Famille²⁶.

3. Stratégies des groupes de droite anti-féministes

Les stratégies développées par les groupes de droite anti-féministes participant aux réunions des Nations Unies sont multiples. Lors de la Commission préparatoire (PrepCom II) de Beijing +5 en mars 2000, ils ont ciblé le travail de certains caucus, ils ont procédé à de l'intimidation auprès de certaines déléguées, ils ont diffusé des informations erronées dans leur feuillets de diffusion, ils ont mené des actions de lobbying auprès de certains États (une douzaine d'États sont ciblés plus particulièrement afin qu'ils reprennent le discours des groupes anti-féministes).

3.1. Les caucus

Selon Womenaction (8 mars 2000, no. 7) les groupes de droite anti-féministes ont concentré leur participation en particulier dans le caucus des jeunes (Youth Caucus), mais ils ont également fait sentir leur présence dans le caucus sur la santé²⁷ (Health Caucus), le caucus sur la fillette et celui sur la violence. De plus, ils ont assuré une présence dans la plupart des autres caucus dont le caucus assurant les liens entre tous les caucus (Linkage caucus) afin d'entendre les propos tenus par les groupes

²⁵ Voir le site de la Culture of life Foundation : www.culture-of-life.org/newsroom_currentmedia.htm

²⁶ Pour lire sa communication, voir le site internet de l'Église catholique de Norvège : www.katolsk.no/artikler/motherhd.htm

²⁷ Les groupes pro-vie ont fait sentir leur présence au sein du Caucus sur la santé afin de nier l'existence des droits en matière de sexualité et de reproduction. Ces termes cachent toujours, selon eux, le droit à l'avortement. De plus, ils ont produit un compte rendu pour Women Action qui avait pour effet de stigmatiser davantage les personnes qui souffrent du SIDA (Women action, 3 mars 2000, no 4).

progressistes. Finalement, ils ont ciblé le caucus des lesbiennes afin de faire de l'intimidation et ils ont mis sur pied un caucus pour les familles stables.

- Le Caucus des jeunes

Les jeunes avaient également été ciblés dans le cadre de Caire +5 en 1999 et la coalition World Youth Alliance a été constituée à ce moment. Au cours des deux dernières semaines de la 44e Commission de la condition de la femme, on rapporte la présence d'une quarantaine de jeunes²⁸ des groupes de droite anti-féministes au sein du Caucus des jeunes regroupés sous la coalition World Youth Alliance à laquelle se sont joints le groupe de jeunes américains Rock for Life qui est une section de l'American Life League²⁹. Par leur présence, ils ont empêché que des discussions constructives aient lieu. Les actrices les plus visibles du World Youth alliance sont Anna Halpine et Diana Kilarjian qui sont les co-fondatrices de l'Alliance³⁰. Anna Halpine a été pendant de nombreuses années la présidente de la section du Nouveau-Brunswick de la Campaign Life Coalition du Canada et elle a également participé à un programme de stage offert aux jeunes par Campaign Life Coalition³¹. Elle a activement participé au processus du Caire+5 ainsi qu'à celui de Beijing +5. Diana Kilarjian est une employée du Catholic Family and Human Rights Institute.

Des représentantes de jeunes progressistes ont senti le besoin d'apporter des clarifications au sujet de la présence de représentant-e-s de groupes de droite anti-féministes dans leur caucus. Womenaction rapporte des extraits de la déclaration faite par les coordonnatrices du Caucus des jeunes :

²⁸ Selon les propos recueillies auprès d'une déléguée canadienne au caucus des jeunes. Butler indique également qu'une majorité des jeunes hommes de droite participant au caucus provenait de la région de Washington D.C. (Butler, 2000 : p. 8).

²⁹ Tel qu'indiqué dans le feuillet d'information intitulé Esperanza! du World Youth Alliance daté du 14 mars 2000. Rock for life fait clairement état de son affiliation à l'American Life League sur son site internet à l'adresse suivante : www.rockforlife.org/aboutus.html.

³⁰ Tel qu'indiqué sous le titre « Pro-Life Youth Groups Organize at UN Conferences » sur le site internet du Daily catholic : www.dailycatholic.org/issue/99Sep/sep21dc2.htm

³¹ Tel qu'indiqué dans la lettre de Jim Hughes, président national de Campaign Life Coalition en juillet 1998 (www.lifesite.net/clc/national_news). En 1998, neuf jeunes ont participé aux stages d'été de ce groupe.

« In a statement from the Youth Caucus Facilitators of 14 March, amongst other issues they noted:

"We are concerned about the misrepresentation of the activities of the Youth Caucus as well as the misquoting of statements made by members of the Youth Caucus during the past week as was published in *Vivant*. Further, we are disturbed by reports from Youth Caucus members of stalking incidents both within and outside of UN grounds, as well as harassing phone calls." It continued...

"The presence at Youth Caucus meetings of non-participating adult monitors who were unwilling to identify themselves, as well as adults and youth, who are unfamiliar with young women's issues, continues to create an atmosphere of hostility."

The statement was presented to try and clarify the activities of the Youth Caucus and to reiterate their support for the Beijing Platform for Action. » (Womenaction, 17 mars 2000, no. 13).

- Caucus des lesbiennes

Les groupes de droite anti-féministes ont tenté de faire de l'obstruction afin d'empêcher que les rencontres du Caucus des lesbiennes aient lieu. Au cours, d'un panel organisé le mardi 14 mars par ce caucus au sujet de la sexualité et des droits humains fondamentaux, ils ont envoyé des centaines de représentants dont les Frères Franciscains du Renouveau dans la salle afin de tenter de faire de l'intimidation et de l'obstruction en priant³². À la fin de la rencontre, des jeunes anti-féministes, dont l'un parlait très bien le français et semblait être Québécois, ont encerclé la déléguée québécoise qui avait fait une présentation sur les revendications de la Marche mondiale des femmes en faveur de la protection des lesbiennes, afin de monopoliser son attention et de l'empêcher de poursuivre son travail de réseautage.

- Caucus pour des familles stables (Caucus for Stable Families)

On peut dire que le « Caucus pour des familles stables » (Caucus for Stable Families) était un caucus fantôme car il n'était annoncé nulle part, mais il se réunissait très certainement au siège social du Catholic Family and Human Rights Institute (866 United Nations Plaza, suite 4038, New York) et

³² Selon les faits rapportés par l'article de Womenaction, 17 mars 2000, no 13 : « The tension was tangible as many people noticed men in robes, women and men holding bibles and wearing ambiguous buttons. After days of reports of intimidation, people were unsure of what to expect. Ironic being in the United Nations building where one expects respect for difference rather than a concerted strategy to divert energy from the work we're here for. »

produisait un feuillet d'information pro-famille intitulé « Vivant! ». À Beijing en 1995, le caucus des groupes de droite était connu sous le nom de « Well-being of Women Caucus » (Caucus pour le bien-être de la femme) et était dirigé par le National Institute of Womanhood (voir fiche 9).

3.2. Intimidation et visibilité

Les représentantes et représentants de groupes de droite anti-féministes se sont rendus très visibles, soit en arborant des boutons rouges ou l'on pouvait lire « Motherhood » ou bleu avec l'inscription « Family »; en se promenant avec des bibles dans les mains, comme cela fut noté au cours du panel organisé par le caucus des lesbiennes; en portant au front une croix faite de cendres noires le mercredi des cendres; ou en revêtant leurs habits de Frères franciscains. En plus de leur visibilité, ils ont commis des actes d'intimidation à l'égard des représentantes de groupes progressistes. Par exemple, les Frères Franciscains du Renouveau ont encerclé une femme en unissant leur main et en priant à voix haute³³ (Butler, 2000 : p. 8). Un groupe de jeunes ont reproduit cette pratique déplorable le vendredi 10 mars en encerclant en priant à voix haute une femme qui était assise près du kiosque à journaux situé à côté de la cafétéria des Nations Unies³⁴ (Womenaction, 14 mars 2000, no 11). À cause de ces événements, plusieurs participantes ont perdu leur sentiment de sécurité au sein des édifices des Nations Unies.

³³ Comme en fait état Butler : « In some cases, they engaged in objectionable and aggressive behavior. A group of cassocked Catholic friars surrounded individual women's rights activists and began to pray. One target, feeling imprisoned by the friars who held hands around her, shouted, "I come from a long line of Lutherans and I am proud of what I stand for! Let me go!" Several of her colleagues came over to support her. Women's rights advocates also rallied around lesbian participants who felt vulnerable to verbal abuse. » (Butler, 2000: p. 8).

³⁴ Lenka Simerska qui a rédigé le compte rendu de ce fait dans le no. 11 de Womenaction, demande instamment qu'un système de protection contre ce harcèlement soit mis en place aux Nations Unies et que les ONG qui ont envoyé des délégué-e-s qui se rendent responsables de tels actes soient sanctionnées en conséquence : « We want to have our work at the UN be as effective as possible. An atmosphere in which people are afraid to speak openly at meetings, are observed or attacked outside meetings can easily undermine the international forums for the advancement of women we have worked so hard to make happen. If governments truly desire to profit from constructive NGO contributions, we call upon the Beijing+5 NGO steering committee to organize a system of protection against disruption and harassment. In addition, we call upon those responsible to look into implementing a system of assessment for NGO behavior whereby those NGOs with ECOSOC status which willfully disrupt others can be penalized.

Malgré le fait que ces groupes aient misé sur une grande visibilité, la plupart des représentantes et représentants de ces groupes refusaient de se présenter au cours des Caucuses. Certains ont été surpris en train de recopier les coordonnées des participantes plutôt que d'inscrire les leurs sur les fiches de présence. De plus, la documentation de certains groupes progressistes a été détruite, de lourds soupçons reposent sur le dos des groupes de droite anti-féministes. Cette pratique avait déjà été remarquée au cours de la première commission préparatoire de Beijing+5 tenue en mars 1999, où les affiches annonçant les caucuses des lesbiennes avaient été détruites. Certains membres de ces groupes n'hésitent pas à harceler les membres de groupes progressistes en les appelant la nuit ou les en inondant de messages électroniques³⁵.

Plusieurs délégations gouvernementales ont également déclaré avoir été harcelées par des représentant-e-s de groupes pro-vie ou pro-famille qui ne respectaient pas les règles de procédures des Nations Unies. Ceci a conduit à l'exclusion de l'ensemble des ONG des périodes de négociations entre États.

3.3. Diffusion d'informations erronées dans leur feuillets de diffusion

Il semble que la spécialisation de certains groupes de droite anti-féministes consiste en la propension à émettre des déclarations ou à produire des documents contenant des informations erronées, tendancieuses, ou carrément diffamatoires. Par exemple, la vice-présidente de R.E.A.L. Women of Canada, Gwendolyn Landolt a fait preuve de racisme en déclarant que les représentantes noires du Comité canadien d'action sur le statut de la femme (National Action Committee on the Status of Women of Canada) étaient des ânesses (*National Post*, 16 mars 2000). Des groupes comme

In case you face a situation of harassment, you can call UN security number 9636666. If you want to contact the security inside the UN building, call 36666. »

³⁵ Un groupe québécois progressiste croit même avoir fait l'objet de l'envoi d'un virus informatique.

Endeavour Forum d'Australie (dont la présidente est Babette Francis) font circuler des documents selon lesquels l'avortement cause le cancer du sein³⁶.

La coalition pro-famille a fait circuler un document de propositions de changement au Document sur les résultats de Beijing+5 (« #9 Suggested Changes to the Proposed Outcomes document ») qui indiquait qu'au Nigéria, une ONG financée par une fondation américaine a fait inscrire la virginité comme une pratique traditionnelle dangereuse. Une participante nigériane au caucus des femmes africaines (African Caucus) a indiqué qu'il s'agissait d'un mensonge outrageux et d'une distorsion extrémiste de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Cette convention est constamment remise en question par les groupes de droite anti-féministes. «Plusieurs participantes du Caucus des femmes Africaines ont déploré les tactiques de la coalition pro-famille qui visent à détourner l'attention des vrais enjeux du Programme d'action³⁷ » (Womenaction, 17 mars 2000, no. 13).

3.4. Actions de lobbying auprès de « douze » États

Lors du Deuxième Congrès mondial des familles, tenu à Genève du 14 au 17 novembre 1999, Austin Ruse, président fondateur du Catholic Family and Human Rights Institute, a présenté une communication intitulée « Vers la création d'un bloc pro-famille permanent aux Nations Unies³⁸ », qui indique qu'au cours du processus Caire+5, ces groupes ont pu compter sur le Vatican, l'Argentine et le Nicaragua notamment afin de mettre de l'avant leurs propositions de texte³⁹. Austin Ruse propose

³⁶ Le site internet d'Endeavour Forum (www.endeavourforum.org.au/) propose également des liens avec le site www.abortioncancer.com.

³⁷ « Many participants at the African caucus deplored the tactics of the Pro-Family Coalition as an attempt to divert attention from the real issues of the BPA, especially those of critical concern to Africa. » Womenaction, 17 mars 2000, no. 13.

³⁸ Austin Ruse « Toward a Permanent United Nations Pro-Family Bloc », publié sur le site internet du Deuxième Congrès Mondial des familles : http://www.worldcongress.org/gen99_speakers/gen99_ruse.htm

³⁹ Comme en fait foi cet extrait révélateur tire du même article de Ruse : « But we will not win until we begin writing language and getting governments to introduce it for us. At Cairo+5 we did this for the first time. We wrote language, based on a new American law, that said specific forms of coercion in family planning would be forbidden. Specifically we named promised of food, clothing, medicine or shelter in exchange for accepting contraception, sterilization or

d'élargir cette coalition à douze États provenant du Groupe des 77. Il se dit confiant qu'un tel nombre devrait être suffisant afin de faire avancer les revendications des groupes pro-familles au sein des Nations Unies. Il propose aux groupes pro-vie et pro-famille de développer une excellente connaissance de ces douze États, sans toutefois les nommer.

Dans ce texte, il dévoile également un certain nombre des tactiques des groupes pro-familles : rompre les règles de procédures des Nations Unies qui interdisent la diffusion de matériel promotionnel sur le plancher des délégations gouvernementales dans les salles de conférences; appeler tardivement les membres des parlements allemand ou français ou ceux du Congrès Américain afin qu'ils fassent des pressions auprès des membres de leur délégation dans le sens des revendications des groupes pro-famille.

La stratégie proposée par Austin Ruse a été reprise par divers groupes pro-vie. Par exemple, Gilles Grondin, le président du Mouvement en faveur de la vie/Campagne Québec-Vie qui est la section québécoise de Campaign Life Coalition, a participé⁴⁰ à l'Assemblée des Nations Unies sur Caire+5 afin d'agir à titre de « lobbyiste pro-vie auprès des délégations des pays du Tiers-Monde⁴¹ ». Par la suite, il a rencontré au Canada, les ambassadeurs de douze pays du « Tiers-Monde » les plus touchés par une soi-disant « politique de dépopulation⁴² ». Encore une fois, les noms de ces États ne sont pas dévoilés.

Par contre, certains États ont montré leur affinité avec les positions des groupes pro-famille et celles du Vatican en matière du droit à l'avortement. Par exemple, l'Argentine a déclaré, sous le

abortion. This was introduced by the brave delegations from Argentina, Nicaragua and the Holy See. I am sorry to report that we lost, which gives the lie to the claims of our opponents that they are against coercion in family planning. But we learned a great deal about the process, principally we learned we have to start with a larger base of support than three delegations. But we are learning how to win. »

⁴⁰ Grâce au financement de Campaign Life Coalition.

⁴¹ D'autres groupes pro-vie et pro-famille, tels que REAL Women of Canada font état dans leurs publications de ce type de stratégie lors d'autres réunions des Nations Unies, notamment celles entourant la Conférence Habitat II.

⁴² Gilles Grondin fait état de ces stratégies dans le Rapport d'activités de Campagne Québec-Vie de septembre 1998 à décembre 1999 disponible sur le site internet : <http://www.mlink.net/~provieqc/BulJanvier2000.htm>. Dans ce même rapport d'activité, Gilles Grondin indique l'inspiration que son groupe a tiré de l'invitation que le Pape Jean-Paul II a fait à des groupes pro-vie italiens en mai 1998 de « ne rien négliger des autres moyens d'intervention à la disposition de ces groupes, pour en arriver à obtenir à un retour à une civilisation qui respecte le droit à la vie depuis la conception jusqu'à la mort naturelle » afin de mener des actions politiques.

gouvernement du Président Menem, le 25 mars la journée de l'enfant à naître en conjonction avec la Fête de l'Annonciation de la Vierge Marie. Le Guatemala en a fait autant le 20 mai 1999 (lorsque le Congrès guatémaltèque a voté une déclaration à ce sujet). Le Salvador et le Nicaragua seraient également sur le point d'instituer une telle journée. Des groupes pro-vie mènent des campagnes au Chili, au Brésil et dans d'autres pays d'Amérique latine afin de demander à leurs gouvernements d'adopter une telle journée nationale⁴³. Suivant les partis au pouvoir, ces groupes peuvent s'attendre à des appuis de la part de certains États latino-américains ainsi que de la Pologne ou de Malte.

4. Avenues afin de faire face à la présence des groupes de droite anti-féministes aux Nations Unies

La présence disproportionnée des représentantes et représentants des groupes de droite anti-féministes à la 44^e session de la Commission de la condition de la femme indique bien que ces groupes comptent s'imposer à l'avenir lorsqu'il est question des droits des femmes sur la scène internationale. Depuis la Conférence portant sur Habitat II en 1996, ces groupes ont l'impression de faire des gains importants sur la scène internationale, parlant même du « miracle d'Habitat II⁴⁴ ». Il est important de relativiser ces gains et de ne pas se laisser intimider par leurs pratiques irrespectueuses des règles de procédures des Nations Unies. Afin d'y parvenir, les représentantes des ONG progressistes ont déjà proposé un certain nombre d'avenues.

1. Premièrement, se montrer solidaires les unes des autres : c'est ainsi que les propos des caucus des jeunes progressistes et des lesbiennes lors des rencontres plénières des ONG ont fait l'objet d'applaudissements soutenus, ou que les groupes progressistes ont assisté massivement au panel organisé par le caucus des lesbiennes. Aux boutons rouges «Motherhood » et bleus «famille », les groupes progressistes ont répondu par des boutons verts « J'appuie le Programme d'action de Beijing »,

⁴³ Selon le Vinculum, la page d'information électronique publiée par les organisations pour la famille et la vie aidant le Conseil Pontifical pour la Famille : www.vinculum-news.com/French/va03ff/va03af5.htm (en français). (En anglais voir : <http://www.vinculum-news.com/English/va03fe/va03ae5.htm>)

⁴⁴ C'est dans ces termes qu'une série d'articles produits par des groupes de droite pro-familles rendent compte de leur participation à cette conférence, voir par exemple, le compte rendu du Président de NGO Family Voice, Richard G.

blanc «(M)Otherhood », et des T-Shirt jaunes «Jeunes en faveur des droits humains des femmes » (« Youth for the Human Rights of Women »).

2. Deuxièmement, développer une meilleure connaissance de ces groupes de droite anti-féministes afin de les démystifier et d'être en mesure de porter des plaintes spécifiques lorsque des actes d'intimidation ou de violence sont perpétrés. Une meilleure connaissance de leur pratiques peut enrayer le sentiment de peur qu'elles peuvent occasionner et permettre aux personnes harcelées de prendre calmement en note le nom des personnes qui figure sur leur carte d'accès afin de porter plainte aux autorités compétentes (à cet effet, on pourrait recommander aux Nations Unies d'émettre des cartes d'accès plus visibles). En cas d'urgence, ne pas hésiter à faire appel aux agents de sécurité des Nations Unies (Tél : 963-6666, ou 36 666 si vous êtes à l'intérieur de l'édifice des Nations Unies) ou à la police new-yorkaise suivant le cas.

À la suite des événements qui ont entouré la Commission de la condition de la femme préparant Beijing+5, l'ONG européenne, la Commission de la lutte contre les intégrismes de la Coordination Française du Lobby européen des Femmes (C.L.E.F.) a procédé à l'envoi de lettres de dénonciation adressées au Secrétaire Général des Nations Unies. Par ailleurs, Jennifer Butler du groupe Ecumenical Women 2000+ a procédé à une recherche et à la rédaction d'un article donnant plus d'information sur les groupes religieux de droite ayant participé à la rencontre de mars 2000 et illustrant les stratégies développées par les groupes religieux progressistes afin de montrer que les groupes de droite sont loin d'avoir le monopole de l'interprétation religieuse⁴⁵. De tels documents d'information, permettent aux groupes de mieux comprendre le phénomène en œuvre et de s'outiller en conséquence.

Wilkins, « Executive Summary : The Transformation of the Habitat II Agenda » sur le site internet : www.nauvoo.byu.edu/TheArts/Exhibitions/Habitat/main.cfm.

⁴⁵ Voir Jennifer Butler « The Religious Right at the Beijing+5 PrepCom », article diffusé le 25 avril 2000 sur le site internet du Global Policy Forum, (www.globalpolicy.org/ngos/99deb/beij5.htm).

Il existe également des groupes religieux progressistes comme Catholics for a Free Choice qui est fort bien documenté⁴⁶ sur les activités des groupes religieux conservateurs et qui participe habituellement aux conférences des Nations Unies. Il ne faut pas hésiter à le contacter afin de mieux se documenter et éventuellement demander son appui pour certaines interventions.

3. Troisièmement, clarifier les règles de procédures des Caucus afin de pouvoir exiger d'une personne qui refuse de se présenter ou qui recopie sans autorisation les coordonnées des participantes qu'elle se retire du Caucus. Clarifier les règles de représentation des ONG aux Nations Unies, afin d'éviter que des groupes abusent de leur statut et envoient des délégué-e-s en surnombre. Informer la Conférence des ONG et le Comité des Nations Unies chargés de l'octroi des accréditations des abus perpétrés par les groupes afin qu'ils évaluent la possibilité de sanctionner ces groupes, et éventuellement de retirer aux groupes irrespectueux des pratiques démocratiques le droit de participer aux rencontres des Nations Unies. Il est clairement établi dans les règles d'accréditation que les groupes comme les États, doivent souscrire aux principes de la Charte des Nations Unies et apporter leur appui dans la diffusion de ces principes afin de pouvoir participer aux travaux des Nations Unies.

Ces pratiques et mesures devraient contribuer à rétablir la sécurité des lieux de rencontre et de dialogue que sont les Nations Unies. Il est possible que la présence des groupes de droite anti-féministes ait ralenti les travaux d'adoption d'une position commune dans le cadre de Beijing+5, mais il est certain que les groupes progressistes ont à nouveau fait preuve d'une grande créativité et d'une grande solidarité dans la diversité face à ce défi. La clarification des règles de procédure des caucus et de la participation des ONG aux Nations Unies ne pourra avoir qu'un effet accru de transparence et d'expérience de la démocratie sur la scène internationale.

⁴⁶ Ce groupe a d'ailleurs produit de très intéressants documents d'information au sujet du Vatican et de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes en 1995 et sur les organisations catholiques conservatrices en 1994 (voir bibliographie).

BIBLIOGRAPHIE

Bulletin des Négociations de la Terre, 18 septembre 1995

Butler, Jennifer. 2000. « The Religious Right at the Beijing+5 PrepCom ». article publié sur le site internet du Global Policy Forum: www.globalpolicy.org/ngos/99deb/beij5.htm

Friedlander, Eva. (dir.). 1996. *Voir le monde à travers les yeux des femmes, Allocutions des plénières du Forum des ONG sur les femmes, Beijing '95*. Préface d'Irene M. Santiago, Montréal: Alternatives, 321 p.

Catholics for a Free Choice. 1994. *A New Rite: Conservative Catholic Organizations and Their Allies*. Document rédigé par Steve Askin, 91 p.

Catholics for a free Choice. 1995. "Women to Vatican: *Equal Is As Equal Does*" Communiqué de presse diffusé le 27 mars en collaboration avec Women-Church Convergence pour lancer le document *Equal Is As Equal Does*.

Catholics for a free Choice, 1995, *The Vatican and the Fourth World Conference on Women*, pochette d'information.

Center for Women's Global Leadership: "Global Tribunal on Accountability for Women's Human Rights", Communiqué de presse du 16 août 1995, 3 p.

Condition féminine Canada, mai 1998, *Résumé et faits saillants des résultats de la 42e session de la Commission de la condition de la femme, du 2 au 13 mars 1998*, 5 p.

Forum des ONG sur les femmes, Beijing '95. Site internet : <http://www.igc.org/beijing/ngo/> sur lequel on peut trouver le Programme préliminaire du Forum des ONG en format pdf : *NGO Event*.

Moghadam, Valentine M. (dir. publ.). 1994. *Identity Politics and Women, Cultural Reassertions and Feminisms in International Perspective*, Boulder, San Francisco, Oxford: Westview Press.

Nations Unies, Conference Secretariat, *Information for NGOs, Schedule of NGO Meetings at the BICC/BRC*, septembre 1995

NGO Alert (s.a, s.d., disponible à l'ICREF, boîte NGO Forum '95)

NGO Forum on Women, Beijing '95. 1995. *Look at the World Through Women's Eyes, 30 August - 8 September, Schedule of activities*.

Thibault, Charlotte. 1998. Entretien du 5 mai fait à Montréal avec Anick Druelle.

United Nations. 1996. *The United Nations and the Advancement of Women, 1945-1996*. The United Nations Blue Books Series, Vol. IV, United Nations: New York, 845 p.

Willetts, Peter (sous la dir.). 1996. *"The Conscience of the World"; the influence of non-governmental organisations in the UN system*. Washington: Brookings Institution.

Documentation sur les ONG recueillie dans les lieux suivants:

Centre de documentation en sciences humaines, UQAM; Centre international pour les droits de la personne et le développement démocratique; Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine; Centre de documentation de l'Institut canadien de recherche sur les femmes; Bibliothèques personnelles de Marie-Andrée Roy et de Charlotte Thibault; Site internet du Forum des ONG, Beijing 1995.

Annexe A

Fiches sur des organisations non gouvernementales anti-féministes ayant participé à la quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, au Forum des ONG sur les femmes ou à d'autres réunions des Nations Unies

Fiches :

1. American Life League, USA
2. Campaign Life Coalition et Mouvement pour la vie/Campagne Pro-vie Québec, Canada
3. Catholic Family and Human Rights Institute (USA) et le feuillet *Vivant!*
4. Concerned Women for America
5. Family Life Counselling Association of Kenya
6. Family of the Americas Foundation, États-Unis
7. Human Life International (HLI)
8. International Right to Life Federation (IRLF)
9. National Institute of Womanhood, USA et le Well being of Women Caucus à Beijing
10. REAL Women of Canada
11. World Organisation of the Ovulation Method Billings
12. World Youth Alliance et la page d'information Esperanza!
13. Diverses organisations pro-vie et pro-famille

Fiche 1 : American Life League

Année de fondation: ?

Lieu du siège social: Stafford, Virginie, États-Unis

Objectifs de l'association: Lutter contre le droit à l'avortement aux États-Unis. Faire adopter un amendement à la Constitution américaine afin d'interdire l'avortement dans tous les cas, y compris les cas de viol et d'inceste (connu comme le Human Life Amendment).

"Membership" (Type de membres, s'il y a lieu): Selon des chiffres de 1990, 62 groupes affiliés et 259 000 familles. Fondatrice et présidente: Judie Brown, catholique romaine. Officiellement le groupe est non religieux, mais a de nombreux liens avec des Catholiques. De plus, le groupe emploie un prêtre « Maryknoll » (en anglais) comme directeur spirituel.

Budget: Revenu (1990): 8,2 millions

Liens avec d'autres organisations ou États: À la même adresse, siègent les groupes suivants: African American Committee, Athletes for Life, Castello Institute (recherche), Protect Life in All Nations (international), Teen American Life League/VOICE, Campus Outreach, American Life Lobby, Rock for Life qui fait également partie de la World Youth Alliance (voir fiche 12).

Le Révérend Père Paul Marx de Human Life International siège sur un conseil de l'American Life League, où siègent également des dirigeants de Catholics United for Life et Pro-life Action League. Des "Special Friends", Paul Weyrich et Phyllis Schlafly sont des catholiques qui travaillent activement à tisser des liens politiques avec le groupe fondamentaliste Protestant Religious Right. Afin d'établir sa crédibilité, le groupe reprend dans ces brochures d'information des citations d'évêques qui appuient le groupe, tels que le Cardinal Edouard Gagnon (Président du Comité Pontifical pour les Congrès eucharistiques internationaux), l'évêque James C. Timlin de Scranton, feu le Cardinal John O'Connor de New York, et l'archevêque à la retraite, Daniel E. Sheehan d'Omaha (brochure d'octobre 1993).

Statut ou liens auprès des Nations Unies: Le groupe a été accrédité afin de participer à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (QCMF). En mai 2000, le groupe a obtenu un statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies.

Type d'actions: Lobby

Publications: *ALL About Issues* (bimensuel) et **Site Internet:** www.all.org

Sources d'information: CFFC, *A New Rite*, p. 65.

Coordonnées complètes: AMERICAN LIFE LEAGUE, INC., 1179 COURTHOUSE ROAD, STAFFORD, VIRGINIA 22554, USA. TEL: (703) 659-4171; FAX: (703) 659-2586

Fiche 2: Campaign Life Coalition, Canada

Lieu du siège social: Toronto, Canada

Objectifs de l'association: Le groupe dit vouloir rétablir le droit à la vie, du moment de la conception jusqu'au moment de la mort naturelle, à tous les niveaux de gouvernement au Canada.

"Membership" (Type de membres, s'il y a lieu): Cette organisation a 10 sections provinciales au Canada, dont le Mouvement pour la vie/Campagne Pro-vie Québec dirigé par Gilles Grondin. La majorité des postes de présidence sont occupés par des hommes (8 hommes pour 4 femmes).

Liens avec d'autres organisations ou États: Le groupe Life Ethics Educational Association partage le même siège social. Anna Halpine, ancienne présidente de la section du Nouveau-Brunswick a co-fondé en 1999 la World Youth Alliance (voir fiche 12) alors qu'elle était employée de la Campaign Life Coalition à New York.

Statut ou liens auprès des Nations Unies: Participation à la QCMF en 1995. Statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies obtenu en août 1999. Le groupe a dû émettre des communiqués affirmant sa position non-violente afin d'obtenir ce statut.

Type d'actions: Lobbying politique au Canada à tous les paliers de gouvernement afin d'interdire le droit à l'avortement en toute circonstance.

Participation depuis 1994 à de nombreuses conférences mondiales dont celles de Beijing et du Caire et su processus de suivi après 5 ans organisés par les Nations Unies.

Formation de jeunes à l'aide de stages d'été : 9 nouveaux stagiaires formés au cours de l'été 1998, dont Charmaine Graves alors étudiante à l'Université de Toronto qui a participé à la Rencontre internationale des ministres de la jeunesse à Lisbonne au Portugal, du 8 au 12 août 1998. À cette occasion, elle a représenté Campaign Life Coalition au sein de la coalition des ONG pour la famille et la jeunesse (NGO Coalition for Family and Youth) qui incluait les groupes suivants : NGO Family Voice, United Families International, World Movement of Mothers, et World Assembly of Muslim Youth (voir l'article : « Young pro-lifers defy UN at Lisbon » sur le site internet : www.lifesite.net/interim/sept98/01youngpro.html). Deux étudiant-e-s du Newman Student Center Campus de l'Université de Toronto qui participaient à un stage auprès de la Mission permanente du Vatican aux Nations Unies ont été nommés afin de participer à la délégation officielle du Vatican à cette même rencontre internationale (voir : www.newmantoronto.com/Contents/events1/italy.html).

Sources d'information: site internet de Campaign Life Coalition : www.lifesite.net, dont divers articles du bulletin *Interim*, tels que : www.lifesite.net/interim/1999/aug/14campaign.html.

Coordonnées complètes: Suite 311, 53 rue Dundas Est, Toronto, Ontario, M5B 1C6, Canada.

Le président national actuel est: Jim Hugues à Toronto. Karen Murawsky est la présidente du bureau des Affaires nationales à Ottawa.

Fiche 3: Catholic Family and Human Rights Institute (USA)

Année de fondation: 1997

Lieu du siège social: New York

Objectifs de l'association: Lobby «pro-vie » et anti-féministe à temps plein auprès des Nations Unies

"Membership" (Type de membres, s'il y a lieu): Aucun. Président : Austin Ruse. Par contre, ce groupe envoi des Fax du vendredi sur demande et les publie sur son site internet : www.c-fam.org/FAX/ (à 5 500 adresses en novembre 1999, alors qu'à ses débuts les Fax étaient envoyés à 125 abonnés (lettre d'Austin Ruse publiée sur le site www.rcav.bc.ca/99-11-29/letters.htm).

Budget: Importantes contributions apportées par Human Life International (selon l'article : "C-FAM Institute advances Pro-Life Measures at the UN" <http://hli.org/publications/hlir/1998/hr049802.html>).

Liens avec d'autres organisations ou États: Des liens étroits avec Human Life International, ainsi qu'avec les groupes organisateurs des Congrès mondiaux sur la famille. L'employée Diana Kilarjian a co-fondé le World Youth Alliance (voir fiche 12).

Statut ou liens auprès des Nations Unies: Pour l'instant le groupe n'a pas de statut consultatif auprès des Nations Unies.

Type d'actions: Lobbying auprès des Nations Unies.

Production d'un feuillet d'information Vivant! Au cours du processus Beijing+5.

Organisation en 1999? d'un séminaire aux Nations Unies portant le titre : « Church, Synagogue, Mosque : Solutions for the Modern Family » en collaboration avec : l'Organisation de la Conférence Islamique (Organization of the Islamic Conference); les gouvernements d'Argentine et du Nicaragua; le Howard Center for Family; Religion and Society; l'Archidiocèse de New York; le World Family Policy Center; l'Islamic Center of Long Island, USA.

Coordonnées complètes: 866 United Nations Plaza, suite 4038, New York, NY 10017, USA; Tél : 212-754-1192; Fax : 212-754-9291; Adresse électronique : cafhri@cafhri.com

Site internet: www.c-fam.org

Extraits révélateur des stratégies et positions de ce groupe:

« Even with CEDAW, our side did not wake up the damage done by the UN until the 1994 International Conference on Population and Development, the Cairo Conference. At that time, Pope John Paul II called forth people of all faiths to go to Cairo and to fight the Culture of Death. He knew that rumors of great danger whispered from that ancient city. More than 200 citizen lobbyists appeared out of nowhere, indeed from all parts of the globe. And these citizen lobbyist, who knew nothing about UN documents and nothing about UN lobbying braved a hostile environment and won significant victories. The most significant was stopping the feminists from their desire to make abortion an internationally recognized human right. Indeed, at Cairo, abortion as a method of family planning was strictly forbidden. Cairo not only saw the birth of the UN pro-family movement, it also saw the emergence of a new and very potent alliance between Catholic and Muslim countries. Our enemies call this an un-holy alliance. And so from their point of view it is, because it is from this alliance, new in the world, new to history, that our victory will come. » Tiré

de : Austin Ruse « Toward a Permanent United Nations Pro-Family Bloc », publié sur le site internet du Deuxième Congrès Mondial des familles : http://www.worldcongress.org/gen99_speakers/gen99_ruse.htm

Fiche 4 :Concerned women for America

Année de fondation: 1979

Lieu du siège social: Washington, D.C.

Objectifs de l'association: L'organisation fut fondée afin de contrer en général les activités du groupe américain, National Organization for Women, et de contrer en particulier, la proposition d'amendement à la constitution en faveur des droits égaux (Equal Rights Amendment). Le groupe travaille sur les thèmes des valeurs familiales. Il s'oppose à l'avortement, à la législation de droits pour les gais et les lesbiennes, au financement fédéral pour les arts, et aux programmes d'éducation sexuelle dans les écoles. Il travaille afin de censurer les livres d'école et les programmes qui ne véhiculent pas les valeurs du groupe. Il est en faveur de la prière à l'école et de l'enseignement "créationniste" à l'école.

"Membership" (Type de membres, s'il y a lieu): 600 000 membres en 1992, et 1000 groupes de prières et d'action dans tous les États des États-Unis.

Budget: Revenus: 8,2 millions, et dépenses: 7,3 millions en 1992.

Liens avec d'autres organisations ou États: Membre du Caucus sur le bien-être des femmes (**Well-being of Women Caucus**) réuni par le National Institute of Womanhood, à la QCMF.

- Liens avec le **Catholic League for Civil and Religious Rights**, et le groupe **Catholics United for Life**.

Statut ou liens auprès des Nations Unies: Le groupe a obtenu une accréditation afin de participer à la QCMF.

Type d'actions :

Lobby auprès du Congrès américain

- Le groupe emploie quatre avocats à temps plein afin d'entamer des poursuites dans divers champs, pour défendre, par exemple, le droit des propriétaires de refuser de louer des logements à des couples non mariés (en lien avec le **Catholic League for Civil and Religious Rights**), ou des causes contre l'avortement (en lien avec le **Catholics United for Life**).

- Le groupe adopte des positions politiques de droite au niveau international, en ayant appuyé, par exemple, les Contras au Nicaragua.

Sources d'information: CFFC, 1994, *A New Rite*, p. 67-68

Coordonnées complètes: 457. CONCERNED WOMEN FOR AMERICA, 370 L'ENFANT PROMENADE, S.W., WASHINGTON, DC 20024, USA. TEL: (202) 488-7000; FAX: (202) 488-0806

Fiche 5 : Family Life Counselling Association of Kenya

Année de fondation: ?

Lieu du siège social: Nairobi, Kenya

Objectifs de l'association: promouvoir la famille comme le point d'assise de la société, la méthode naturelle de planification familiale, s'opposer à la contraception, respecter la culture et les croyances religieuses africaines, et laisser aux parents le soin d'assurer l'éducation de leurs enfants en matière de sexualité.

"Membership" (Type de membres, s'il y a lieu): La vice-présidente et porte-parole à la QCMF, Margaret Ogola, est pédiatre et directrice d'un hospice pour les orphelins du Sida et du VIH.

Liens avec d'autres organisations ou États: Margaret Ogola a fait partie du Comité de planification du Deuxième Congrès des Familles (voir : www.fww.org/events/congres2.htm).

Statut ou liens auprès des Nations Unies: A été accréditée pour participer à la QCMF et a obtenu le privilège d'intervenir lors d'une plénière de la QCMF.

Type d'actions: Prise de parole publique à la QCMF.

Sources d'information:

- Margaret Ogola, Statement by Family Life Counselling, 6 septembre 1995, 3 p. (version électronique disponible sur le site suivant: gopher://gopher.undp.org/1/unconfs/women/conf/ngo).

Coordonnées complètes:

579. FAMILY LIFE COUNSELLING ASSOCIATION OF KENYA, POB 18077, MUCHUMBI ROAD SOUTH "B", NAIROBI, KENYA. TEL: 558926/555977; FAX: 544640.

Déclaration à la QCMF

L'ONG, **Family Life Counselling du Kenya** a fait une déclaration lors d'une plénière de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes qui affirme que la femme est au coeur de la famille, qu'il faut s'assurer de rendre accessibles les méthodes naturelles de planification familiale, qu'il faut protéger le droit de naître, et que les parents jouent un rôle irremplaçable dans l'éducation des enfants en matière de sexualité, en conformité avec la culture et les croyances religieuses africaines. Tout en reconnaissant que certains aspects culturels sont indésirables, la déclaration affirme qu'il ne faut pas abandonner l'ensemble à la faveur des valeurs occidentales contenues dans le Programme d'action qui ne sont pas claires quant aux thèmes de la famille et du genre.

Fiche 6: Family of the Americas Foundation, États-Unis

Année de fondation: 1977

Lieu du siège social: Dunkirk, Maryland, États-Unis

Objectifs de l'association: Promouvoir la planification naturelle des naissances à l'aide de la technique développée par les Billings.

"Membership" (Type de membres, s'il y a lieu): ?

Liens avec d'autres organisations ou États: La présidente du groupe, Madame Mercedes Arzu Wilson, a déclaré avoir des liens étroits avec le Pape Jean-Paul II. En 1995, Madame Mercedes Arzu Wilson, fut une déléguée du gouvernement guatémaltèque à la Commission préparatoire du 15 mars au 4 avril 1995 pour Beijing, et au Sommet des Nations Unies sur le Développement social à Copenhague du 6 au 12 mars 1995 (voir CFCC, 1995, *Vatican Delegates and Allies*, - Government Allies, p. 3).

Dans une entrevue accordée en 1983 au journal *The Wanderer*", Madame Mercedes Arzu Wilson a déclaré: "I report to the pope regularly, two, three times a year personally and by correspondence, several times more than that. In this last trip... I had the privilege of seeing him briefly and presenting him ... a report of what we have been doing the last few months... He thanked me, thanked our organization, really, for the work we're doing, and [told us] to please continue" (*The Wanderer*, 18 août 1983) (CFCC 1995, *Vatican Delegates and Allies*, p. 3).

Le groupe Family of the Americas Foundation est membre de l'organisation WOOMB (voir fiche 11).

Statut ou liens auprès des Nations Unies: Groupe accrédité afin de participer à la QCMF.

Type d'actions: Lobby.

Sources d'information:

CFCC, 1995, *Vatican Delegates and Allies*, p. 5.

Coordonnées complètes:

82. FAMILY OF THE AMERICAS FOUNDATION, INC. (FAF), P.O. BOX 1170, DUNKIRK, MD 20754, USA
TEL: (301) 627-3346; FAX: (301) 627-0847

Fiche 7: Human Life International (HLI)

Année de fondation: 1981

Lieu du siège social: Gaithersburg, Maryland, États-Unis

Objectifs de l'association: "Pro-vie" et "pro-famille", le groupe s'oppose à l'avortement et à la contraception, définit la famille comme l'union maritale entre un homme et une femme ouverte à la création de la vie et au soin des enfants. Il s'oppose à l'éducation sexuelle à l'école et affirme que la surpopulation est un mythe. Le groupe adhère à une perspective catholique orthodoxe et se distingue par son intolérance agressive face aux points de vue dissidents.

"Membership" (Type de membres, s'il y a lieu): Selon le groupe, HLI serait l'organisation pro-vie la plus importante au monde avec 30 000 membres. Pourtant, d'après les rapports d'impôt du groupe, il n'y a pas de structure de membership. Le fondateur et président du groupe est le Révérend Père Paul Marx qui adhère à une perspective catholique orthodoxe.

Budget: Dépenses en 1992: 4,7 millions, revenus: 2,7 millions (les surplus comblent le déficit).

Liens avec d'autres organisations ou États: Le groupe a 25 groupes locaux en Amérique du Nord, et 53 groupes au niveau international dans les pays suivants: Canada (191 Granville St, Vanier, ON, K1L 6Y3, tél: (613) 745-9405, fax: (613) 745-9868), Costa Rica, Mexique, Puerto Rico, Trinidad, Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Salvador, Paraguay, Pérou, Uruguay, Autriche, Belgique, Croatie, République Tchèque, Allemagne, Pays-Bas, Slovaquie, Suède, Suisse, Royaume-Uni, Ukraine, Kenya, Lesotho, Nigéria, Afrique du Sud, Zimbabwe, Australie, Birmanie, Inde, Malaisie, Philippines, Singapour, Sri Lanka. Il a également des divisions et des groupes affiliés tels que: 1) HLI Endowment Inc qui fait des dons à divers groupes dans le monde; 2) Population Research Institute qui fait des recherches sur la population et le développement, cherchant à démontrer que la surpopulation n'est pas un problème pour les pays en développement et attaque des groupes qui appuient la planification familiale tels que UNICEF et les groupes pour la planification des naissances (planned parenthood); 3) Pro-life/Family Institute; 4) Humanae Vitae Priests, Religious and Laity International (fondé en 1991); 5) World Council for Life and Family; et HLI contribue aux activités de Seminarians for Life International, qui assure la formation de prêtres pro-vie. En 1993, le groupe mettait sur pied un groupe de religieuses contre l'avortement.

- Des liens étroits sont maintenus avec la hiérarchie catholique, par exemple, le Cardinal Alfonso Lopez-Trujillo, président du Conseil pontifical pour la famille a fait des discours à plusieurs événements du groupe. Le groupe dit être en lien avec plusieurs prêtres en Amérique Latine. Des évêques américains participent régulièrement aux rencontres du HLI.

Statut ou liens auprès des Nations Unies: Le groupe a fait une demande afin d'obtenir le statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies en 1990. Le Comité des Organisations non gouvernementales (ONG) du Conseil a recommandé son inscription sur la Liste (la dernière catégorie prévue à la résolution 1296 XLIV) en janvier 1991 (Voir le document des Nations

Unies, E/1991/20, p. 12). Cependant, en mai 1991, Le Conseil économique et social a refusé d'endosser cette recommandation et a renvoyé la demande pour examen à la session de 1993 du Comité des ONG (Voir le document des Nations Unies, A/46/3, p. 126, par. 63 et décision 1991/216). En mai 1993, la demande a été rejetée (E/1993/63, p. 15). Selon Willetts, le fait que le groupe ait activement milité aux États-Unis contre la collecte par des enfants d'argent pour l'UNICEF a probablement justifié ce rejet en accord avec le paragraphe 3 de la résolution 1296 (XLIV) à l'effet que l'organisation doit s'engager à aider les Nations Unies dans son oeuvre (Willetts, 1994: 60 n24).

Par contre, le groupe suisse de Human Life International a été accrédité afin de participer à la QCMF. (no 761. de la liste Attendee FWCW, HUMAN LIFE INTERNATIONAL SWITZERLAND, OBERSEEMATTWEG 4, 6403 KOSSNACHT, SWITZERLAND, TEL: 041 811644, FAX: 041 81 66 14)

Type d'actions: Lobby, congrès.

Publications: (liste partielle)

HLI Reports, bulletin d'information destiné au niveau international

Fr. Marx's Special Report

PRI Review (bimensuel visant à discréditer les groupes pro-choix)

Escoge La Vida!

Seminarians for Life International Newsletter (publication trimestrielle)

Pro-life/family Parish Notes (bulletin mensuel)

Caminos de Esperanza

HLPL News

The Feminist Takeover, sur l'histoire diabolique du féminisme et ses plans pour l'avenir.

Sources d'information: site internet : <http://hli.org/>

CFFC, *A New Rite*, p. 18- 20.

Willetts, Peter. 1996. "Consultative Status for NGOs at the United Nations" dans *"The Conscience of the World", The Influence of Non-Governmental Organisation in the U.N. System*, Washington, DC et Londres: The Brookings Institution et David Davies Memorial Institute Studies. pp. 31-62.

Coordonnées complètes: aussi un bureau à Miami.

Human Life International, 7845 Airpark Road, Suite E., Gaithersburg, MD 20879, USA.

Tél: (301) 670-7884; Fax: (301) 869-7363

Fiche 8: International Right to Life Federation (IRLF)

Lieu du siège social: Rome et bureau à New York pour la représentante auprès des Nations Unies.

Objectifs de l'association: groupe dévoué à la protection de toute vie humaine innocente, de la conception jusqu'à la mort naturelle.

"Membership" (Type de membres, s'il y a lieu): Un groupe mondial d'organisations pro-vie provenant de 170 pays.

Liens avec d'autres organisations ou États: Le fait que l'organisation ait son siège social à Rome semble indiquer une proximité avec le Vatican. Néanmoins, le discours prononcé à la QCMF ne contient absolument aucune référence religieuse.

Statut ou liens auprès des Nations Unies: Détient un statut consultatif spécial (catégorie 2) auprès du Conseil économique et social des Nations Unies. A été accrédité afin de participer à la QCMF et a obtenu le privilège d'intervenir lors d'une plénière de la QCMF.

Type d'actions :

La représentante du groupe à New York a fait une déclaration lors de la plénière de la QCMF, le 7 septembre 1995, dans laquelle elle dénonce la reprise dans le programme d'action du langage utilisé dans le programme d'action adopté lors de la Conférence internationale sur la population et le développement sans faire mention du respect de la souveraineté nationale. De plus, elle affirme que le rapport produit et distribué aux délégués par le Forum des ONG ne représente pas les vues de l'IRLF. Elle conclut sa déclaration en pressant les délégués à la QCMF qui partagent les croyances de l'IRLF de se tenir solidement debout contre les tactiques culturelles impérialistes du monde occidental (IRLF, 1995, p. 3).

Organisation d'ateliers au Forum des ONG, Beijing '95:

- "Abortion Aftermath", Thème 6) Santé, Conférence organisée par Dr. David Logan;
- "The Protection of Women's Lives Throughout the Life Cycle", Thème 6) Santé, Panel organisé par Dr. David Logan.

Sources d'information:

- Jeanne Head, Statement by International Right to Life Federation, 7 septembre 1995, 3 p. (version électronique disponible sur le site suivant:

gopher://gopher.undp.org/1/unconfs/women/conf/ngo).

- Programme préliminaire du Forum des ONG disponible en format pdf sur internet, *NGO Event*.

Coordonnées complètes:

905. INTERNATIONAL RIGHT TO LIFE FEDERATION, INC., 44 VIA NICOLO V, ROME 00165, ITALY.

TEL: (39-6) 39387704; FAX: (011 39-6) 637 4086

Éléments de la déclaration faite par le groupe lors de la plénière de la QCMF :

L'organisation internationale non gouvernementale **International Right to Life Federation** qui détient un statut consultatif (catégorie 3: la Liste) auprès du Conseil économique et social des Nations Unies, et qui représente des groupes "pro-vie" dans 170 pays a fait une déclaration lors de la plénière de la QCMF contre l'avortement et en faveur de la protection de toute vie humaine innocente depuis la conception jusqu'à la mort naturelle. Cette déclaration ne contient aucune référence à des traditions religieuses mais reprend plutôt une série de statistiques à l'appui de diverses affirmations quant à la croissance du nombre d'avortements dans certains pays et du taux de mortalité maternelle dans les pays où l'avortement est légalisé. De plus, ce groupe affirme son désaccord avec le contenu du programme d'action qui traite de la santé reproductive et des avortements dangereux et conclut en affirmant que leur position est partagée par des centaines d'ONG présentes à la conférence mais que leurs points de vue ne se retrouvent pas dans le rapport des ONG distribué aux délégués. Le groupe enjoint les délégués qui partagent ces points de vue de s'opposer aux tactiques impérialistes du monde occidental.

Bien qu'au niveau de ce discours officiel on ne retrouve aucune référence religieuse, les informations fournies par des documents d'information produits par le groupe américain, **Catholics for a free choice** font ressortir de nombreux liens entre des groupes pro-vie et divers groupes religieux dont l'Église catholique romaine.

**Fiche 9 :National Institute of Womanhood
et "Well-Being of Women Caucus" à Beijing 1995**

Année de fondation: ?

Lieu du siège social: Chevy Chase, Maryland, États-Unis

Objectifs de l'association: Opposition à la contraception et à l'avortement, et promotion d'une conception de la nature et du rôle de la femme comme étant inextricablement liés à la maternité.

"Membership" (Type de membres, s'il y a lieu): ?

Liens avec d'autres organisations ou États: Association en principe non religieuse, mais la présidente du groupe, Cecilia Acevedo Royals est membre de l'Opus Dei, une organisation catholique orthodoxe. Elle a travaillé à promouvoir les vues du Vatican lors de la Conférence internationale sur la population et le développement au Caire en 1994. D'ailleurs, les vues de l'Association reflètent les positions du Vatican. Il existe un chapitre de ce groupe en Ouganda dont la présidente est Agnes Komukyeya Katama (voir l'article du Monitor traduit en espagnol et repris sur le site de l'Opus Dei : <http://spanish.opusdei.org/media/itm98113001.html>).

Statut ou liens auprès des Nations Unies: NIW a été accréditée afin de participer à la QCMF, de plus, elle a été le groupe responsable du Caucus sur le bien-être des femmes (Well-Being of Women Caucus, qui s'est réuni tous les jours de la Conférence de 12h30 à 13h au Centre de Récréation de Beijing (Nations Unies, Conference Secretariat, Information for NGOs, Schedule of NGO Meetings at the BICC/BRC, septembre 1995)

Type d'actions: Lobby

Sur le plan du discours, s'oppose à l'utilisation du terme "gender" dans le programme d'action, affirmant que cette terminologie est un instrument qui sert à promouvoir l'ordre du jour du caucus des lesbiennes (CFFC, 1995, se réfère ici à un article intitulé "Conservative Groups Mobilize for U.N. Women's Conference" paru dans le *Washington Times*, le 22 juin 1995).

- La présidente de NIW, Cecilia Acevedo Royals a fait une déclaration à la Commission de la condition de la femme des Nations Unies au nom du Caucus sur le bien-être des femmes, le 21 mars 1995 (Réf. du CFFC, 1995, p. 5 n29, à UN Commission on the Status of Women Press Release, WOM/821, March 21, 1995).

Sources d'information:

- CFFC, 1995, *Vatican Delegates and Allies*, p. 5.
- Nations Unies, Conference Secretariat, *Information for NGOs, Schedule of NGO Meetings at the BICC/BRC*, septembre 1995
- Des informations complémentaires sont disponibles dans le document du CFFC, *A New Rite, Addendum 5*, 1995.

Coordonnées complètes:

NATIONAL INSTITUTE OF WOMANHOOD (NIW), THE (No. 1154 de la liste des Nations Unies)
4612 NOTTINGHAM DRIVE, CHEVY CHASE, MD 20815, USA. TEL: (301) 657-3750; FAX: (301) 657-3759

Well-being of Women Caucus à Beijing 1995

Coordonnées des membres du **Well-being of Women Caucus** pour Beijing qui ont aussi été accrédités afin de participer à la QCMF

En plus du groupe américain, National Institute of Womanhood :

CONCERNED WOMEN FOR AMERICA (voir fiche 4)

370 L'ENFANT PROMENADE, S.W., WASHINGTON, DC 20024, USA;

TEL: (202) 488-7000; FAX: (202) 488-0806

EAGLE FORUM

18 PROSPECT AVENUE, PORT WASHINGTON, NY 11050, USA; TEL: 516 883 1060; FAX: 516 944 6851

Le groupe Eagle Forum, en concertation avec des groupes tels que Feminists for Life, Concerned Women of America, Family Research Council, American Life League, Free Congress Foundation, Catholic League, et Pro-Life Action League, ont fait des pressions auprès des corporations pour qu'elles ne financent plus le groupe "Planned Parenthood". Le groupe *Feminists for Life* a été fondé en 1972 et pulie un bulletin d'information intitulé "Sisterlife", et est situé à Washington D.C. (CFFC, 1994, *A New Rite*, p. 71).

ECUMENICAL COALITION ON WOMEN AND SOCIETY (INSTITUTE ON RELIGION AND DEMOCRACY)

1331 H. STREET, SUITE 900, WASHINGTON, D.C. 20005-4706, USA

TEL: (202) 393-3200; FAX: (202) 638-4948

FOCUS ON THE FAMILY

8605 EXPLORER DRIVE, COLORADO SPRINGS, CO 80920, USA;

TEL: (719) 531-3400 ou 531-3334; FAX: (719) 548-4525

Le groupe Focus on the Family a organisé un atelier dans le cadre du forum des ONG, Beijing '95 portant le titre: "Essentials for a Stable Family Life", thème 6) Santé, atelier organisé par Tom Minnery (Source: Programme préliminaire du Forum des ONG disponible en format pdf sur internet, NGO Event.)

WOMEN'S FEDERATION FOR WORLD PEACE, INTERNATIONAL

4 WEST 43RD STREET, NEW YORK, NEW YORK 10036, USA; TEL: (212) 764-7239; FAX: (212) 768-0791

WOMEN'S FEDERATION FOR WORLD PEACE-PHILIPPINES

#32 SAMAR AVENUE, DILIMAN, QUEZON CITY, PHILIPPINES; TEL: 924 1636; FAX: 924 1826

1580. WOMEN FOR WOMEN

63/2 LABORATORY ROAD, DHAKA 1205, BANGLADESH; TEL: 880 2 504697

Autres groupes qui n'ont pas participé à la QCMF mais qui sont membres du caucus: **Catholic Campaign for America** (demande d'accréditation refusée, motif: manque d'information indiquant la pertinence de la participation de l'association à la conférence sur les femmes, voir informations fournies dans CFFC, 1995, p. 5), **National Association of Black Professional Women, United Families of America**.

Fiche 10 : REAL Women of Canada

Année de fondation: 1983

Lieu du siège social: Ottawa, Ontario, Canada

Objectifs de l'association: Selon les informations fournies au Secrétariat des Nations Unies pour la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes et qui figurent dans les notes du Secrétariat au sujet de la liste des organisations non gouvernementales recommandées pour l'accréditation, le groupe REAL Women of Canada a un membership de type national, la pertinence de sa participation à la Conférence tient au fait que le groupe vise à promouvoir l'égalité et le bien-être des femmes, et à améliorer la condition des femmes et de leurs familles à l'aide de l'éducation, de la recherche et d'activités de "lobbying" (no. 249, E/CN.6/1995/L.4/Add.1).

Selon un tract d'information produit par des membres de la délégation des ONG canadiennes (31 mars 1995, sans auteur), REAL Women of Canada est une organisation "ultra-droite" et anti-féministe fondée en 1983, qui s'oppose aux services de garde, au divorce, à l'avortement, aux actions positives, à un salaire égal pour un travail équivalent, la protection juridique des lesbiennes et des gais, et à l'école laïque.

"Membership" (Type de membres, s'il y a lieu): Présidente : Jeannine Lebel. L'ancienne présidente nationale de l'organisation, Cecilia Forsyth, a aussi été la présidente de l'association Pro-Life de Saskatoon, Saskatchewan. La vice-présidente C. Gwendolyn Landolt, une des fondatrices du groupe, a été la présidente nationale de l'organisation canadienne Alliance for life, de 1975 à 1978. On peut lire le texte de la conférence présentée par Gwendolyn Landolt (photo à l'appui) au Deuxième Congrès mondial sur les familles sur le site suivant : http://www.worldcongress.org/gen99_speakers/gen99_landolt.htm. Alliance for life a également été accréditée pour participer à la QCMF.

Liens avec d'autres organisations ou États: Selon des témoignages de représentantes d'ONG canadiennes rattachées au Comité coordonnateur canadien pour Beijing ayant participé à la commission préparatoire de mars 1995 à New York, REAL Women of Canada avait des liens avec le Saint-Siège. Le dossier de Catholics for a Free Choice présente également REAL Women of Canada comme des alliées non gouvernementales du Vatican (CFFC, 1995, *Vatican Delegates and Allies*, p. 5-6). Les membres de REAL Women ont plusieurs liens avec les groupes pro-vie contre l'avortement, tels que Alliance for Life Canada (voir fiche 9) et Saskatoon Pro-Life.

Selon un tract d'information produit par des membres de la délégation des ONG canadiennes (31 mars 1995, sans auteur), ce groupe a des liens étroits avec les groupes contre l'avortement tels que: The Campaign Life Coalition, Alliance for Life, Operation Rescue. Et certaines membres ont aussi des liens avec des organisations de suprémacistes blancs tels que: Christian Heritage Party, Western Guard Party, et le Heritage Front.

Statut ou liens auprès des Nations Unies: REAL Women a été accrédité afin de participer à la QCMF et a également participé au Forum des ONG. Le groupe a obtenu le statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies en juin 1998.

Type d'actions connues:

- Conférences de presse à New York, en mars 1995 pour dénoncer la manipulation de la Commission préparatoire par des féministes occidentales (REAL Women Press Release, "Manipulation of UN Preparatory Conference", March 28, 1995)
- Au cours de la Commission préparatoire de mars 1995 à New York, distribution de tracts dénonçant la délégation canadienne, déclarant que les négociatrices sont des lesbiennes, et déformant l'information quant au travail effectué par le caucus des lesbiennes et déclarations à l'effet que la délégation canadienne n'a pas de motifs valables (sociaux ou juridiques) pour négocier l'inclusion de l'orientation sexuelle parmi les motifs de discrimination à proscrire (Selon les informations fournies dans les rapports de Charlotte Thibault et d'une autre membre de la délégation des ONG ayant fait rapport au Comité coordonnateur canadien pour Beijing, le 12 avril 1995, d'une autre source sûre de la délégation gouvernementale, et tract d'information produit par des membres de la délégation des ONG canadiennes (31 mars 1995, sans auteur).
- Le groupe n'a pas participé aux rencontres du Comité coordonnateur canadien pour Beijing (CCCB), lors de la Commission préparatoire de New York, mars 1995 (Thibault, 19 avril 1995: 2), Par contre, à Beijing, le groupe a probablement participé à quelques briefings ouverts à toutes les canadiennes et organisés par le CCCB pour obtenir de l'information (Thibault, 5 mai 98, p. 17).
- Des groupes REAL Women du Canada ont organisé des activités au cours du Forum des ONG, Beijing '95:
 - 1) Real Women of BC, titre: "Ushering in the New Millenium:Women and Men Together as Equal Partners", thème 4) Peace and Human Security, type: Panel, organisatrice: Laurie Geschke;
 - 2) Real Women of Canada (Ontario), titre: "The Vital Role of Women in the 21st Century", thème 3) Human/Legal Rights, type: Panel, organisatrice: C. Gwendolyn Landolt;
 - 3) Real Women of Canada (Ontario), titre: "The Vital Role of Women in the Twenty-First Century", thème 3) Human/Legal Rights, type d'atelier: Présentation, organisé par C. Gwendolyn Landolt;
 - 4) Real Women of Canadam (Burnaby, CB), titre: "The Family as the Corner Stone of Society", thème 4): Peace and Human Security, type: atelier, organisatrice: Barbara Anne Stasuk.

Sources d'information:

CFFC, 1995, *Vatican Delegates and Allies*, p. 5-6

Rapport du 19 avril 1995 de Charlotte Thibault, co-présidente du Comité coordonnateur canadien pour Beijing.

Feuillet d'information du 31 mars 1995 (sans auteur, produit par certaines ONG canadiennes)

Programme préliminaire du Forum des ONG disponible en format pdf sur internet, *NGO Event*.

Site internet : www.realwomenca.com.

Coordonnées complètes soumises par le groupe afin de participer à la QCMF:

REAL WOMEN OF CANADA

45 SUNNYWOOD CRESCENT, RICHMOND HILL, ONTARIO L4C 6W2, CANADA

TEL: (905) 889-1993; FAX: (905) 770-1117

Coordonnées des autres groupes REAL Women ayant participé au forum:

- Real Women of BC 21676 Spring Crescent, Mapleridge, BC V2X 4M6, CANADA tél: +1 604 463-1611, fax: +1 604 463-1601,

- Real Women of Canada, 8275 Burnlak Drive, Burnaby, British Columbia, 15A3L1, CANADA +1 604 420 0955, fax:+1 604 420-5377

Fiche 11 :World Organisation of the Ovulation Method Billings (Australie, Canada, Irlande, États-Unis)

Année de fondation: ?

Lieu du siège social: Australie

"Membership" (Type de membres, s'il y a lieu): ?

Fondateurs: Evelyn Billings et John Billings, docteurs australiens ayant inventé la méthode "ovulation" ou "mucus" pour la planification naturelle des naissances.

Liens avec d'autres organisations ou États: Le groupe **Family of the Americas Foundation** (voir fiche 4) est le représentant de ce groupe aux États-Unis. La méthode préconisée par le WOOMB est une des méthodes de planification naturelle des naissances approuvées par le Vatican. Les liens entre ce groupe et le Vatican ressortent dans les propos tenus par la présidente du groupe **Family of the Americas Foundation** qui a représenté le gouvernement du Guatemala à Beijing (voir fiche 6). (CFFC, 1995, *Vatican Delegates and Allies*, p. 5).

Statut ou liens auprès des Nations Unies: Accrédité afin de participer à la Conférence internationale pour la population et le développement (Caire 1994) et la QCMF (Beijing, 1995). Un groupe **WOOMB International du Canada** a participé à la délégation de 35 ONG canadiennes à New York, en mars 1998, à la 42e session de la Commission de la condition de la femme (Condition féminine Canada, mai 1998, *Résumé et faits saillants des résultats de la 42e session de la Commission de la condition de la femme, du 2 au 13 mars 1998*, p. 5).

Objectifs de l'association: Promouvoir la méthode développée par les docteurs Billings pour la planification naturelle des naissances.

Type d'actions: participation aux rencontres internationales (lieux de lobby).

Organisation d'activités au Forum des ONG, Beijing '95 par divers groupes WOOMB

- "Educating Women to Control their Fertility by a Natural Cost Free Method", thème 5) Éducation, atelier organisé par Jane Quinlan, groupe WOOMB d'Irlande.
- "Multiple Choices for Women" thème 4) Paix et sécurité de l'humanité: Peace and Human Security, conférence organisée par Jane Quinlan, groupe WOOMB d'Irlande
- "Regulating Family Size by Natural Methods a Cost Free Aid Development, thème 6) santé, conférence organisée par Jane Quinlan, groupe WOOMB d'Irlande
- "Women and the Law: How to Achieve Equality", thème 3) Droits de l'homme/loi, Conférence organisée par Jane Quinlan, groupe WOOMB d'Irlande.
- "Billings Ovulation Method Workshop", thème 6) Santé, atelier organisé par Susan Fryer du World Organization of the Billing Ovulation Method du Canada (Calgary, Alberta). (Selon le Programme préliminaire du Forum des ONG disponible en format pdf sur internet, *NGO Event.*)

Coordonnées complètes: MELBOURNE SECRETARIAT, 20 MILFAY AVE, KEW VICTORIA 3101, AUSTRALIA; TEL: 61-3 853 9909; FAX: 61-3 482 4208

Coordonnées d'autres groupes ayant participé au Forum:

- World Organization Ovulation Method (Billings), Family Life Centre, Model Farm Road, Cork, IRELAND, tél: +353 21 541434; Fax: +353 21 545344; World Organization of the Billing Ovulation Method, 1247 Bel-Aire Drive, SW, Calgary T2v2C1, Alberta, CANADA tél: 14032529084; fax: 14032523929.

Fiche 12 : World Youth Alliance

Année de fondation: 1999, lors du processus Caire+5.

Lieu du siège social: Aucun officiellement. Probablement à New York, au siège social du Catholic Family and Human Rights Institute (voir fiche 3).

Objectifs de l'association: . Promouvoir les positions des groupes pro-vie et pro-famille

"Membership" (Type de membres, s'il y a lieu): Jeunes provenant majoritairement de divers groupes pro-vie et pro-famille des États-Unis, du Canada dont le Québec, et du Kenya.

Liens avec d'autres organisations ou États: Les deux co-fondatrices Anna Halpine et Diana Kilarjian sont respectivement membres de la Campaign Life Coalition du Canada et employée du Catholic Family and Human Rights Institute. De plus, les autres organisations clairement identifiées en lien avec cette coalition sont : True Love Waits du Kenya et Rock for Life qui est une section de l'American Life League (voir fiche 1). Whis Hayes est identifié comme étant le directeur fondateur de Rock the World Youth Alliance (voir l'article du journal *The Pitt News* de L'Université de Pittsburgh aux États-Unis : « Christian Students Get Fired Up About Satan » disponible sur le site internet : http://www.studentadvantage.com/article_story/1,1075.c1-i34-t0-a17569,00.html).

Statut ou liens auprès des Nations Unies: Difficile à établir puisque cette coalition n'est pas un groupe légalement constitué. Par contre, cette coalition a obtenu l'autorisation de faire une déclaration lors de l'Assemblée générale spéciale portant sur Caire+5 du 30 juin au 2 juillet 1999 : voir le site internet suivant : <http://www.undp.org/popin/unpopcom/32ndsess/gass/state/youth.pdf>.

Type d'actions: Tentatives de monopoliser les discussions au sein des caucus des jeunes en envoyant en surnombre des représentants hommes et femmes pro-vie et pro-famille, autant dans le processus de Beijing+5 que ceux du Caire+5, et d'Habitat II+5, par exemple.

Sources d'information:

Feuilles d'information : « Vivant ! » produit au siège social du C-FAM et « Esperanza! » produit par la World Youth Alliance au cours de la 44^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies.

Coordonnées complètes: Aucune officielle. Par contre, il y a une section du World Youth Alliance situé au 100 Edgewood Ave, Suite 1240, Atlanta, Georgia GA 30303, dont la personne contact est : Carletta Geier-Idris. Tél: 404-827-9111; Fax: 404-827-0054 (voir site internet : www.gsu.edu/~wwwcs/worldyouthalliance.htm) L'avocat Roy Miller de Georgie indique faire partie du Conseil de ce groupe (voir : www.proresults.com/miller.htm). Adresse électronique : worldyouthalliance@yahoo.com.

Fiche 13 : Diverses organisations Pro-vie et pro-famille

Année de fondation: divers

Lieu du siège social: divers

Objectifs de l'association: . opposition au droit à l'avortement

"Membership" (Type de membres, s'il y a lieu): divers

Liens avec d'autres organisations ou États: Catholics for Free Choice rapporte que Martha Lorena de Casco, représentante du Honduras à la Conférence internationale sur la population et le développement (Caire 1994) et à la Commission préparatoire pour la QCMF Beijing 1995 (mars 1995), est une catholique conservatrice qui a déjà été la présidente de l'Organisation Pro-Vida du Honduras et qui au cours des négociations au Caire en 1994, s'est opposée à l'utilisation des termes "Avortement non dangereux", déclarant que l'avortement est toujours dangereux pour le fœtus (CFFC, 1995: 3).

Statut ou liens auprès des Nations Unies: Plusieurs organisations pro-vie ont été accréditées afin de participer à la QCMF. Plusieurs demandes d'accréditation ont également été rejetées (*Earth Times*, 15-31 mars, 1995: 8). Le groupe Pro-Vida du Honduras ne fait pas partie de la liste des groupes accrédités.

Type d'actions: Lobby

Au Forum des ONG, une page d'information non datée et sans auteur a été distribuée afin de dénoncer le caucus "Women's Linkage" dirigé par le groupe WEDO portant le titre "NGO Alert!" affirmant que ce groupe ne parle pas pour les femmes du monde, car le groupe WEDO: est pour l'avortement, affirme que des fillettes de 13 ans peuvent négocier des relations sexuelles sans danger, s'oppose à l'abstinence jusqu'au moment du mariage comme des comportements sexuels responsables, veut forcer tous les pays à accepter les droits et les comportements des homosexuels et des lesbiennes, et s'oppose à la mention des droits des parents dans le programme d'action et des mots tels que "maternité", "la dignité des femmes", "valeurs éthiques", "religieuses" et "spirituelles" (*NGO Alert*). Cette stratégie s'apparente à celle adoptée par Jeanne Head de l'IRLF, lorsqu'elle dénonce le manque de représentativité du Forum des ONG (voir fiche 7).

Sources d'information:

CFFC, 1995, *Vatican Delegates and Allies*

Earth Times, 15-31 mars, 1995: 8

NGO Alert (s.a, s.d., disponible à l'ICREF, boîte NGO Forum '95)

Coordonnées complètes de divers groupes pro-vie et pro-famille ayant été accrédités afin de participer à la QCMF:

COMITE NACIONAL PRO-VIDA, A.C.
BAHIA DE LA CONCEPCION #25, COL. VERONICA ANZURES, C.P. 11300, MEXICO; TEL: 52 260 7271; FAX: 52 260 7273

PRO-VIDA DOMINICANA
CALLE D #4 ENSANCHE NACO, SANTO DOMINGO, REPUBLIC DOMINICANA; TEL: (809) 567-4045; FAX: (809) 567-4045

ALLIANCE FOR LIFE (**voir fiche 10, REAL Women of Canada**)
B1-90 GARRY STREET, WINNIPEG, MB R3C 4H1, CANADA; TEL: (204) 942-4772; FAX: (204) 943-9283

AMERICAN LIFE LEAGUE, INC. (**voir fiche 1**)

CAMPAIGN LIFE COALITION (**voir fiche 2**)

FAMILY LIFE COUNCIL, INC.
2416 N. 74TH STREET, WAUWATOSA, WI 53213, USA; TEL: (414) 442-3943; FAX: (414) 444-0363

FAMILY LIFE COUNSELLING ASSOCIATION OF KENYA (**voir fiche 5**)

FAMILY LIFE INTERNATIONAL
P.O.BOX 91271, AMSC., AUCKLAND, NEW ZEALAND; TEL: 64 09 358 3122; FAX: 64 09 357 0832

FAMILY LIFE PROMOTION AND SERVICES, P.O.BOX 10608, NAIROBI, KENYA; TEL: 254 2 332779; FAX: 254 2 339087

HUMAN LIFE INTERNATIONAL SWITZERLAND (**voir fiche 7**)

INTERNATIONAL RIGHT TO LIFE FEDERATION, INC. (**voir fiche 8**)

LIFE CHOICES, INC
813 TIMBER CREEK, CORDOVA, TN 38018, USA; TEL: (901) 757-5537

LIFE ETHICS EDUCATIONAL ASSOCIATION (**voir fiche 2**)

LIFELINE (AID TO WOMEN)
300 GERRARD STREET, EAST TORONTO, ONTARIO M5A 2G7, CANADA; TEL: (416) 921-6016; FAX: (416) 444-7068

NATIONAL RIGHT TO LIFE/EDUCATIONAL TRUST FUND
419 SEVENTH STREET NW, SUITE 500, WASHINGTON, D.C. 20004, USA; TEL: (202) 626-8800; FAX: (202) 737-9189

VALUE OF LIFE COMMITTEE, INC.
637 CAMBRIDGE STREET, CAMBRIDGE, MA 02135, USA; TEL: (617) 787-4400

WORLD CHRISTIAN LIFE COMMUNITY
BORGO SANTO SPIRITO, 8 CP 6139, 00195 ROME, ITALY; TEL: 396-686-8079; FAX: (011 39-6) 687 9283

Autres groupes canadiens "pro-famille" ayant organisé des ateliers sur la planification familiale au Forum des ONG, Beijing 95:

- "Issues Surrounding Family Planning", thème 6) Santé, atelier organisé par Eileen Collins.

Westcoast Women For Family Life, 272 Burne Ave , Kelowna, BC, British Columbia, V1Y5N8, CANADA 16047635897 16047643248